Vœu relatif aux moyens alloués au premier degré et second degré par l'Éducation nationale

Conseil d'arrondissement du 20^{ème} arrondissement

Déposé par Anne Baudonne et le Groupe Communiste et Citoyen

Considérant la modification des secteurs de recrutement des écoles publiques de Paris pour l'année scolaire 2022-2023 ;

Considérant que les capacités d'accueil des établissements scolaires dépendent des moyens alloués par le Ministère de l'Éducation nationale et l'académie de Paris, qui décident des mesures de carte scolaire ;

Considérant le manque manifeste de professeurs titulaires constaté à Paris, comme ailleurs en France, pour couvrir les besoins de remplacement et les besoins de professeur-e-s spécialisé-e-s (RASED) pour venir en aide à des élèves qui ont largement subi des conditions d'étude dégradées ;

Considérant que quelques jours seulement après la rentrée 2021, des vacances de postes d'enseignant-e-s titulaires ont été constatées et que des personnels titulaires remplaçants ont été affectés à l'année ;

Considérant que les écoles souffrent du manque de moyens affectés au remplacement d'enseignant-e-s en cette période de crise sanitaire entraînant de nombreuses absences, avec, à la clé, des journées de classe perdues pour les élèves ;

Considérant qu'en 2020 – 2021, le Ministère de l'Éducation nationale avait déjà imposé à l'académie de Paris la suppression de 117 postes dans l'enseignement secondaire dont 36 postes dans les collèges, en dépit d'une hausse des effectifs d'élèves ;

Considérant que pour l'année 2021 – 2022, la dotation horaire globale (DHG) de Paris a été diminuée de 468 heures, soit 26 suppressions de postes supplémentaires ;

Considérant que cette baisse de moyens a eu pour conséquence la hausse des effectifs moyens par classe et la diminution des heures en SEGPA, d'enseignement en petit groupe, en langues vivantes, en langues rares, etc ;

Considérant que cette dynamique se poursuivrait pour l'année 2022-2023, avec en prévision 200 heures en moins pour les collèges et 200 heures en moins pour les lycées, ce qui correspond à la suppression d'une vingtaine de postes d'enseignant-e-s supplémentaire ;

Considérant l'importance d'offrir aux élèves un encadrement plus important en abaissant le nombre d'élèves par classe pour compenser l'enseignement dégradé durant la crise sanitaire ;

Considérant les très nombreux vœux adoptés en Conseil de Paris pour que des moyens humains soient débloqués pour l'Éducation nationale afin de prévenir les conséquences de la crise sanitaire mais aussi pour cesser la dégradation du service public de l'éducation, et notamment les vœux du groupe Communiste de février 2021, mars 2021, avril 2021, juin 2021, octobre 2021, tous ignorés par le Ministère de l'Éducation nationale à l'instar des multiples courriers qui lui ont été adressés ;

Considérant que la situation chaotique des écoles et collèges était donc prévisible, et aurait dû être anticipée par le Ministère suite aux nombreuses interpellations des personnels éducatifs, syndicats, associations de parents d'élèves, élu-es locaux et collectivités territoriales ;

Considérant que la gabegie actuelle est largement liée à la politique du gouvernement depuis cinq ans de réduction de la dépense publique dans le service public de l'éducation, au mépris des besoins des élèves et recommandations du personnel éducatif ;

Considérant le mouvement massif de grève du jeudi 13 janvier dans l'enseignement public, soutenu par de nombreux parents d'élèves avec notamment pour revendication la demande de recrutement d'enseignants et d'enseignantes ;

Sur proposition de Anne Baudonne et les élu-e-s du groupe Communiste et Citoyen, le Conseil du 20^{ème} arrondissement émet le vœu que la Maire interpelle l'Académie de Paris pour que :

- un nouveau protocole sanitaire soit redéfini en réelle concertation avec la communauté scolaire et les collectivités et qu'il soit harmonisé entre les écoles et le périscolaire,
- Demande à l'État le remboursement intégral de la dépense occasionnée,
- aucune baisse de la dotation horaire globale des collèges ne soit à déplorer pour l'année 2022-2023, et que celle-ci soit au contraire augmentée afin d'améliorer les conditions d'apprentissage et d'enseignement tout en répondant aux besoins engendrés par la crise sanitaire,
- Soient créés des postes de professeurs titulaires dans le premier degré pour couvrir les besoins, et notamment pour disposer de brigades de remplacement en nombre suffisant,
- La baisse de la démographie scolaire soit saisie comme une opportunité pour abaisser le nombre d'élèves par classe plutôt que pour en fermer,
- Dans le cas des écoles maternelles, la baisse de la démographie scolaire soit compensée par l'ouverture de très petites sections (TPS) permettant aux enfants de moins de 3 ans de bénéficier d'une scolarité anticipée, en particulier dans les quartiers populaires où l'accès à la culture scolaire dès le plus jeune âge constitue un enjeu majeur.